



IMT Mines Alès
École Mines-Télécom

Division de l'Immobilier et de la Logistique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET :

**Construction d'une chaufferie bois granulés avec
appoint gaz pour l'IMT Mines-Alès**

TYPE DE CONTRAT :

Marché ordinaire à prix forfaitaire

INFORMATIONS A RENSEIGNER PAR L'IMT MINES ALÈS :

Date dernière mise à jour avant notification :

Référence du contrat :

Mois M0 :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	2
ARTICLE 1 — OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT	4
ARTICLE 1.1 : OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 1.2 : INTERVENANTS	4
ARTICLE 1.2.1 : MAITRE D'OUVRAGE	4
ARTICLE 1.2.2 : REPRESENTANT DU TITULAIRE	5
ARTICLE 1.3 : GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES — REGLES SPECIFIQUES EN CAS DE COTRAITANCE	5
ARTICLE 1.4 : DECOMPOSITION DU OU DES CONTRATS	6
ARTICLE 1.4.1 : ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 1.4.2 : TRANCHES	6
ARTICLE 1.4.3 : PHASES	6
ARTICLE 1.5 : SOUS-TRAITANCE ET DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS	6
ARTICLE 1.6 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
ARTICLE 1.7 : RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES	8
ARTICLE 1.8 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	8
ARTICLE 2 — PIECES CONTRACTUELLES	8
ARTICLE 3 — DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	9
ARTICLE 3.1.1 : DUREE DU (DES) MARCHE(S)	9
ARTICLE 3.1.2 : RECONDUCTION DU MARCHE	9
ARTICLE 3.1.3 : DELAIS D'EXECUTION -PROLONGATION	10
ARTICLE 3.1.4 : PERIODE DE PREPARATION	10
ARTICLE 3.1.5 : PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 4 — CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 4.1 : ORDRES DE SERVICE ET NOTIFICATIONS	12
ARTICLE 4.2 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
ARTICLE 4.3 : INSTALLATION, ORGANISATION ET DEROULEMENT DU CHANTIER	13
ARTICLE 5 — PRIX	17
ARTICLE 5.1 : CARACTERISTIQUES DES PRIX	17
ARTICLE 5.2 : CONTENU DES PRIX	17
ARTICLE 5.3 : MODALITES DE VARIATION DES PRIX	18
ARTICLE 6 — AVANCE	19
ARTICLE 6.1 : CONDITIONS DE VERSEMENT	19
ARTICLE 6.2 : GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	19
ARTICLE 7 — RETENUE DE GARANTIE	20
ARTICLE 8 — MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	20
ARTICLE 8.1 : ACOMPTES, SOLDES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	20
ARTICLE 8.2 : MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	20
ARTICLE 8.3 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	22
ARTICLE 8.4 : PAIEMENT DES COTRAITANTS	22
ARTICLE 8.5 : PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	22

ARTICLE 9 — RECEPTION	23
ARTICLE 10 — GARANTIES APPLICABLES AUX PRESTATIONS	23
ARTICLE 11 — PENALITES	24
ARTICLE 11.1 : PENALITES DE RETARD	25
ARTICLE 11.2 : PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	27
ARTICLE 12 — UTILISATION DES RESULTATS	27
ARTICLE 13 — ASSURANCES – RESPONSABILITE DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES TRAVAUX – APPEL EN RESULTATS	27
ARTICLE 14 — EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	29
ARTICLE 15 — CLAUSE DE REEXAMEN	29
ARTICLE 16 — RESILIATION DU MARCHE	30
ARTICLE 17 — REGLEMENT DES LITIGES	31
ARTICLE 18 — DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG-TRAVAUX)	32

Cahier des clauses administratives particulières —

Article 1 — Objet et étendue du contrat

Article 1.1 : Objet du contrat

Le présent contrat porte sur les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation d'une chaufferie automatique aux granulés avec appoint gaz pour alimenter en chaleur les bâtiments de l'école des Mines d'Alès (site de Clavières).

Description succincte de l'objet et périmètre du contrat : le présent marché concerne le remplacement des chaudières à granulés, couplées à un appoint gaz.

La nouvelle chaufferie sera notamment composée de :

- Trois chaudières bois 330 kW
- Une chaudière gaz 900 kW (appoint et secours)

Lieu(x) d'exécution : IMT Mines Alès

Les prestations, objet du présent contrat, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R.2122-7 du code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat.

Les conditions d'exécution de ce nouveau contrat seront les suivantes :

- Les conditions d'exécution du nouveau marché seront identiques à celles du présent contrat ;
- Le montant des prestations similaires ne pourra excéder le montant maximum relatifs aux prestations ponctuelles, déterminant le seuil de publicité et de mise en concurrence de la procédure applicable au marché initial ;

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la date de notification du présent contrat initial.

Article 1.2 : Intervenants

Article 1.2.1 : Maître d'ouvrage

L'IMT Mines-Alès 6 avenue de Clavières 30100 Alès .

Dans le cadre de ce contrat, l'IMT Mines-Alès , agissant en tant que pouvoir adjudicateur, est désigné dans le présent CCAP sous le nom de « acheteur public ». Dès la notification du marché, l'acheteur public désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur public en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur public.

Le titulaire lui/leur remettra les pièces concrétisant l'exécution des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde, dans le respect des conditions fixées au présent CCAP.

Maître d'œuvre : information communiquée ultérieurement

Coordinateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs :

Bureau Alpes Contrôles
125 Rue de l'Hostellerie Immeuble Ellipsis
30900 Nîmes

Article 1.2.2 : Représentant du titulaire

Les caractéristiques du titulaire désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé « cocontractant ».

Le titulaire ou l'ensemble des cotraitants en cas de groupement est tenu de notifier sans délai à l'acheteur public les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement des cotraitants pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 1.3 : Groupement d'opérateurs économiques – Règles spécifiques en cas de cotraitance

En cas de cotraitance, le rôle du mandataire est le suivant :

- Il représente les différents membres du groupement vis à vis de l'acheteur public :
 - à ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions décrites dans les différentes pièces contractuelles, éventuellement modifiées par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant ;
 - à ce titre également toute notification, tout courrier ou courriel à destination du groupement ou l'un de ses membres peut valablement lui être adressé,
 - de la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par l'acheteur public dès lors que celles-ci concernent l'exécution du marché (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.) ;
- Il assure la coordination entre les membres du groupement. Il assure la solidarité pour l'exécution des prestations des membres défaillants du groupement conjoint.

Article 1.4 : Décomposition du ou des contrats

Article 1.4.1 : Allotissement

Les prestations ne sont pas réparties en lots séparés pour le(s) motif(s) suivant(s) : Les prestations ne font l'objet de prestations distinctes.

Article 1.4.2 : Tranches

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranches.

Article 1.4.3 : Phases

Sans objet

Article 1.5 : Sous-traitance et désignation des sous-traitants

Dans le respect de ces conditions, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur public et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Tvx.

A l'appui de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire transmet à l'acheteur public les documents attestant des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant à réaliser les prestations qu'il est prévu de sous-traiter, ainsi que les documents prévus à l'article D.8222-5 du code du travail (articles D.8222-7 à D.8222-8 si le sous-traitant est établi à l'étranger).

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-10 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer ;
- Les prestations détaillées, leur montant et les prix forfaitaires ou unitaires concernés par la sous-traitance.

A l'appui de sa demande de sous-traitance, le titulaire doit communiquer toutes les polices d'assurances du sous-traitant envisagé.

Les dispositions de l'article R.2193-1 et suivant du code de la commande publique sont applicables.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de réglementation du droit du travail. Il devra ainsi s'assurer que ses entreprises sous-traitantes respectent les obligations réglementaires.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les contrats de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur public lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas le ou les contrat(s) de sous-traitance demandé(s), encourt (encourent) la pénalité fixée au présent CCAP.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant de l'acheteur public n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire procède tous les six mois aux vérifications prévues par les articles L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du code du travail.

En outre, pour les sous-traitants établis à l'étranger, le titulaire vérifie :

- que les salariés détachés par cette entreprise sont bien autorisés à travailler en France, (article L.5221-8 et L.8251-1 du code du travail) ;
- que l'entreprise a procédé à une déclaration préalable de détachement temporaire auprès de l'Inspection du travail ;
- que l'entreprise a procédé à la déclaration d'hébergement collectif auprès de la préfecture (Loi n°73-548 du 27 juin 1973).

Sur demande écrite de l'acheteur public, le titulaire justifie sous dix jours ouvrés de la régularité de la situation fiscale et sociale de ses sous-traitants, et des sous-traitants de ceux-ci. Le défaut de justification entraîne la suspension du délai de mandatement des acomptes.

NOTA : Si la déclaration de sous-traitance ne comporte pas de mention relative à la révision des prix et à la formule applicable pour réaliser cette variation, les prix sous-traités sont considérés comme fermes (non actualisables et non révisables).

Article 1.6 : Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de sauvegarde judiciaire, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur public par le titulaire du marché. Il en est de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur public adresse à l'administrateur (en cas de sauvegarde ou redressement judiciaire) ou au liquidateur (en cas de liquidation judiciaire) une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 1.7 : Respect des obligations sociales et fiscales

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail devront être produites par le titulaire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de groupement, le mandataire est responsable de la production de ces documents par ses cotraitants et pour les sous-traités dont les conditions de paiement ont été agréées.

Article 1.8 : Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TVX.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Tvx. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité

Article 2 — Pièces contractuelles

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement (A.E.)** et ses annexes :
 - L'annexe 1 relative à la répartition des paiements, à la ventilation des prix et à la renonciation à l'avance en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés ;
 - L'annexe 2 relative à la déclaration de sous-traitance (modèle de DC4), y compris actes modificatifs ou nouveaux actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;
- Le **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes éventuelles
- Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses annexes
 - [Annex 1 : Détermination du zonage ATEX des installations](#)
 - [Annexe 2 : Pièces graphiques](#)
 - [Annexe 3 : Plan général de coordination de sécurité et note explicative](#)
 - [Annexe 3 bis : SPS note explicative](#)
 - [Annexe 4 : Rapport initial de contrôle technique](#)
 - [Annexe 5 : ICPE Analyse des dispositions constructives réglementaires](#)
 - [Annexe 5 bis : Annexes ICPE](#)
- Le **cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G)** applicable au marché de travaux et approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au mois m0 ;
- Le **cahier des clauses techniques générales** applicables aux marchés publics de travaux
- La **décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**.

Le titulaire doit sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire

technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter.

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents décrivant notamment l'organisation, les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter. Ces éléments constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur public qui pourra exiger à tout moment de la part de celui-ci, le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. Ces mêmes engagements unilatéraux ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, sont notamment considérés comme engagements unilatéraux (liste non exhaustive) :

- le mémoire technique remis dans l'offre et les pièces qui lui sont annexées ;
- les sous détails des prix unitaires et décompositions de prix éventuellement demandés par l'acheteur public ;
- les éventuels échanges liés aux demandes de précisions, de régularisation réalisées dans le cadre de la consultation ;
- les attestations d'assurance remises dans la candidature.

Bien qu'elles s'imposent dans l'exécution du marché, les lois et réglementations ne sont pas rappelées dans la présente liste constitutive du marché.

Article 3 — Durée du marché et délais d'exécution et de livraison

Rappel liminaire :

- La « durée du marché » correspond à la période durant laquelle le contrat est en vigueur ;
- Le « délai d'exécution » est le temps imparti au titulaire, le cas échéant scindé en différents items/étapes, pour exécuter la ou les prestations prévues au contrat. Ce ou ces délais peuvent donner lieu à application de pénalités de retard.

Article 3.1.1 : Durée du (des) marché(s)

Conformément à ce qui est indiqué dans l'acte d'engagement, la durée du marché court de sa date de notification jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles et/ou de l'apurement des comptes.

Il est également rappelé que :

- La réception de l'ensemble des travaux du marché éteint les obligations contractuelles relatives à la réalisation de l'ouvrage et à l'exécution techniques des travaux, excepté en ce qui concerne les réserves soulevées dans le cadre de la décision de réception.
- L'établissement du décompte général et définitif éteint les rapports contractuels découlant de l'exécution financière du marché;

Article 3.1.2 : Reconduction du marché

Le présent marché n'est pas reconductible.

Article 3.1.3 : Délais d'exécution -Prolongation

Le délai global d'exécution des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution pourra être soit confirmé soit modifié par le maître d'œuvre lors de la phase d'établissement du calendrier détaillé d'exécution avec le titulaire du marché. Il deviendra alors définitif.

Article 3.1.4 : Période de préparation

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation correspondra à la période comprise entre la notification et la fin de la période de chauffe pour le site de Clavières.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Les documents à produire lors de la période de préparation sont précisés au CCTP.

Le Maître d'œuvre après avoir visé l'ensemble des documents remis par le titulaire pendant la période de préparation et avoir été informé par le Coordonnateur SPS de l'intégration des PPSPS des Entreprises dans le Plan Général de Coordination (PGC-SPS), avise par écrit le Maître d'Ouvrage que les travaux peuvent commencer.

En cas de retard dans la préparation du chantier imputable au titulaire entraînant un non-respect de la date contractuelle de début des travaux, et sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP, les travaux devront automatiquement démarrer à compter de la date à laquelle le maître d'œuvre aura informé le Maître d'Ouvrage et le titulaire que les travaux peuvent commencer.

Article 3.1.5 : Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'acheteur public dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Tvx.

3.1.5.1 – Prolongation en cas d'intempérie

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, il est précisé que :

- Sont considérées comme intempéries, les conditions atmosphériques, phénomènes naturels et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir, ou lorsqu'elles s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux.
- Le titulaire devra transmettre à l'appui de sa demande de prolongation le ou les bulletin(s) Météo France permettant de valider le nombre de journées d'intempéries retenues ainsi que l'ensemble des justificatifs permettant d'attester que ces intempéries ont eu pour effet d'empêcher ou d'entraver l'exécution des travaux.
- Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du lieu d'exécution.

- Dans les cas d'intempéries annoncées par une alerte rouge de Météo France, dont la nature, la durée et l'intensité annoncées imposent un arrêt de chantier (arrêt du chantier, mesure de protection et reprise du chantier), les délais d'exécution pourront être prolongés même dans le cas où les intempéries ne sont pas constatées :

- o de la durée exacte entre le début de l'alerte et la fin de l'alerte météo ;
- o de la durée strictement nécessaire pour interrompre et reprendre le chantier (mesures de repliement partiel et de protection de chantier, mesures nécessaires à la reprise du chantier).

- Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles sur la durée de l'opération est fixé à 10 jours.

- En vue de l'application éventuelle de cette disposition, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	50 mm/24h
Vent	100 km/h pendant 2 jours
Gel	-5° C pendant 2 jours
Neige	5 cm pendant 2 jours

- Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Nîmes-Garons.

- Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

- Le décompte des arrêts sera comptabilisé à la journée ou à la demi-journée (décomptée avant et après 12h00), indépendamment de l'organisation postée ou non des travaux ou de la répartition de l'activité dans la semaine.

- Un événement conduisant à une interruption des travaux inférieure à une durée d'une heure ne sera pas comptabilisé en intempérie.

- Les délais préparatoires à une intempérie (retrait de matériels et matériaux, ouvriers, etc.) n'ouvrent pas droit à une prolongation de délai, il appartient au titulaire d'assurer la tenue du chantier permettant rapidement le repliement et/ou la mise en sécurité du chantier et de ses moyens.

- En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le Maître d'Ouvrage lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution.

- De la même façon, si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

- Si des intempéries s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage, peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant. Cette prolongation est notifiée par un ordre de service qui en précise la durée.

Mise en œuvre de la prolongation :

Le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations et justifier la durée de prolongation demandée par des éléments probants pour pouvoir bénéficier de cette prolongation.

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par l'acheteur public après demande du titulaire, et décidée par le représentant de l'acheteur public qui la notifie au titulaire par ordre de service de prolongation des délais.

3.1.5.2 – Autres cas de prolongation

En complément des situations énoncées à l'article 18.2 du CCAG-Tvx, les cas suivants de prolongation sont également prévus au marché :

- l'impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations en respectant les délais prévus par le marché, du fait de circonstances imprévues. Tous moyens peuvent être présentés par le titulaire pour justifier d'une telle impossibilité ;
- l'impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations en respectant les délais prévus par le marché du fait de l'intervention d'un autre opérateur sur le lieu d'exécution.

Ainsi, dans le cas où des opérateurs titulaires de l'opération ou des opérateurs économiques indépendants et extérieurs au titulaire interviendraient en même temps que le titulaire sur le site d'exécution des prestations et que cette intervention conjointe entraînerait un arrêt de chantier non prévu pour le titulaire du marché, les délais d'exécution des travaux pourront être prolongés ;

Article 4 — Conditions d'exécution du marché

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur au mois *M0*).

Article 4.1 : Ordres de service et notifications

Pour diriger l'exécution des prestations, l'acheteur public pourra délivrer au titulaire des « ordres de service ».

En complément à l'article 3.8 du CCAG-Tvx, ces documents écrits sous forme de mail ou courrier, dont la date d'envoi sera considérée comme date de validation par l'acheteur public, seront transmis par l'acheteur public.

En complément des dispositions prévues aux articles 3.1, 3.7 et 3.8 du CCAG-TVX, la notification de ces documents écrits et des décisions ou informations de l'acheteur public qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges sur supports électroniques (profil d'acheteur ou par envoi courriel via système de messagerie électronique) avec accusé de réception adressé au titulaire (à l'adresse courriel du titulaire indiquée à l'acte d'engagement et/ou à toutes adresses souhaitées mentionnées durant l'exécution du marché). Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-Tvx en l'absence d'accusé de réception dans un délai de 3 jours ouvrés après envoi, l'ordre de service sera jugé notifié à l'issue de ce délai (date d'envoi + 3 jours ouvrés) ; en cas d'urgence expressément indiquée par l'acheteur public, le délai tacite de notification sera ramené à 2 heures ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information (par exemple extranet / espace de dialogue / application éventuelle de suivi des prestations...).

Cette notification, si elle est réalisée par voie postale, peut être faite à l'adresse postale du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social, sauf si des documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves ou observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'acheteur dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service.

Qu'il ait fait ou non l'objet de réserves, le titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés.

Les notifications, observations, informations et transmissions du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS) sont enregistrées par celui-ci dans le Registre Journal de la Coordination.

Le Titulaire a l'obligation de prendre en compte les observations et de répondre aux demandes dans le délai prescrit par le Coordonnateur SPS.

Article 4.2 : Implantation des ouvrages

Le titulaire devra respecter les dispositions du guide d'application de la réglementation à proximité des réseaux de l'arrêté du 27 décembre 2016 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement et modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

Article 4.3 : Installation, organisation et déroulement du chantier

4.3.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

4.3.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

4.3.3 - Emplacement mis à disposition pour déblais

Les déblais peuvent être classés en 3 catégories :

- La première concerne les matériaux inertes tels que les gravats, pierres, bétons, verres plats.
- La seconde appelée D.I.B. (Déchets Industriels Banals) est composée de déchets non recyclables comme le polystyrène, les isolants, le Placoplatre.
- La troisième regroupe les matériaux triables tels que les cartons, plastiques, bois, métaux, papiers.

Pour la première catégorie, les excédents doivent obligatoirement être transportés dans une décharge agréée. Pour les deux autres catégories, il appartient à chaque entreprise concernée par l'évacuation des déchets de se mettre directement en contact avec les filières adaptées.

4.3.4 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître de l'Ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

4.3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique la situation sur plan des locaux pour le personnel, leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ainsi que les dates de réalisation des travaux. Les dates de réalisation des travaux doivent tenir compte des effectifs afin que les conditions d'hébergement et d'hygiène soient toujours adaptées.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Obligations du titulaire vis-à-vis de la législation sur l'emploi des travailleurs handicapés

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants – renforcement des obligations de contrôle du donneur d'ordre

Le décret n° 2011-1601 du 21 novembre 2011 relatif au contenu et aux modalités de délivrance de l'attestation prévue aux articles L. 8222-1 et L. 8222-4 du code du travail, et L. 243-15 du code de la sécurité sociale remplace les attestations déclaratives que les sous-traitants doivent produire à leurs donneurs d'ordre par des attestations relatives non seulement aux obligations en matière de déclaration, mais aussi au paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale.

Cette nouvelle attestation est enrichie de deux mentions relatives au nombre de salariés employés et à l'assiette des rémunérations déclarée sur le dernier bordereau récapitulatif des cotisations de sécurité sociale adressé à l'organisme de recouvrement par le sous-traitant.

Il fait obligation aux donneurs d'ordre de s'assurer de l'authenticité de l'attestation remise par leurs sous-traitants auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale.

Il adapte en conséquence les dispositions applicables aux sous-traitants établis à l'étranger qui doivent, lorsque cette attestation existe ou à un équivalent, attester être à jour du paiement de leurs cotisations auprès des régimes dont ils relèvent.

En conséquence, le titulaire du présent marché veillera en cas de sous-traitance au strict respect des obligations de contrôle qui lui incombent.

Mission du CSPS

Conformément à l'article L 4532-6 du Code du travail, la nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

Les Missions du CSPS sont les suivantes :

En phase de réalisation des travaux :

- Mise à jour du Registre Journal de Coordination ;
- Rédaction déclaration préalable des travaux
- Adaptation du Plan Général de Coordination (PGC) ;
- Inspection commune des Entreprises et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Établissement et mise à jour des DIUO ;
- Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération ;
- Présence et interventions sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (2 visites inopinées par mois minimum).

En phase de réception et de garantie de parfait achèvement :

- Élaboration de la version définitive du Plan Général de Prévention ;
- Rédaction du document unique d'évaluation des risques professionnels ;
- Rédaction de la version finale du DIUO

Autorité du Coordonnateur Sécurité et protection de la santé (CSPS)

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité, de prévention et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers en application des principes généraux des articles L4531-1 et suivants du Code du travail.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au CSPS

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- • de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- • de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

Les notifications, observations, informations et transmissions du Coordonnateur en matière de sécurité et de Protection de la Santé (SPS) sont enregistrées par celui-ci dans le Registre Journal de la Coordination.

Le titulaire a l'obligation de prendre en compte les observations et de répondre aux demandes dans le délai prescrit par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

4.5.6 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin de chaque intervention, le titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en

demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, ou être vendus aux enchères publiques.

4.5.7 - Nettoyage du chantier – Nettoyage de réception

Selon les dispositions du CCTP.

4.5.8 - Documents à fournir après exécution (DOE)

Selon les dispositions du CCTP.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera également remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Article 5 — Prix

Article 5.1 : Caractéristiques des prix

Les prestations objets du contrat seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis pour tenir compte de la définition des prestations indiquées au CCTP, ainsi que de la période d'exécution du présent marché. Ils sont établis hors TVA.

Les prix indiqués ne peuvent donner lieu à aucun supplément pour quelque cause que ce soit, sauf stipulation contractuelle contraire.

Article 5.2 : Contenu des prix

Outre les prescriptions de l'article 9.1 du CCAG-Tvx, les prix tiennent compte des dépenses énumérées, ci-après, à titre indicatif et non limitatif :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations au moment d'exécution ;
- Tous les frais afférents s'il y a lieu au stockage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution ;
- Toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice ;
- Toutes les dépenses inhérentes à la mise en œuvre des mesures, recommandations et organisations exceptionnelles devant être mises en place durant cette période de crise sanitaire ;
- Toutes les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Tous les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les contraintes et tous les détails techniques indiqués dans les C.C.T.P ;
- Tous les frais nécessaires au traitement et à la valorisation des déchets de chantier ;
- Toutes les dépenses communes éventuelles de chantier ;

- Le cas échéant, les frais de formation énoncés au CCTP ;

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, et notamment des sujétions qui résultent :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- d'une configuration de zone urbaine dense ;
- de l'exploitation de l'ouvrage durant les travaux ;
- de la réalisation simultanée d'autres chantiers connexes à l'opération.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur, sauf stipulation contractuelle contraire. Ils comportent ainsi, sans aucune réserve, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

En cas de groupement, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Article 5.3 : Modalités de variation des prix

Détermination du mois M0

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Périodicité de la révision

Tous les prix seront révisés mensuellement à compter de la date de notification du marché.

La révision des prix doit être effectuée par le titulaire durant toute la durée du contrat, conformément aux clauses prévues dans le présent cahier des charges.

Formule et indice de révision

> Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$

Dans laquelle :

- P_n = prix des prestations révisé
- P_0 = prix des prestations fixé au mois zéro
- Indice 1_0 : valeur de l'indice de référence indice BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Cau mois zéro (M_0)
- Indice 1_n : valeur de l'indice de référence indice BT40 - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) au mois n

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. La révision s'applique sur un mois entier et ne nécessite pas une proratisation du coefficient de révision.

Mise en œuvre de la révision :

Avant application des révisions de prix, il appartient au titulaire de remettre pour validation, au responsable du suivi opérationnel du contrat, sa demande de révision des prix, au plus tard un mois avant la date anniversaire de chaque nouvelle année de reconduction du contrat. La demande précisera les informations nécessaires au contrôle du calcul (notamment la valeur des indices retenus et la DPGF / BPU mis à jour). Si les indices ne sont pas encore connus au moment de la demande, le titulaire effectuera tout de même sa demande avec un calcul prévisionnel).

Toute révision des prix doit être accompagnée d'une note de calculs justifiant les coefficients de révision.

En cas de changement d'indice consécutif durant la période d'exécution du marché, seul le dernier coefficient de rattachement sera pris en compte dans le calcul de l'indice I .

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 6 — Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 10.1 CCAG – Tvx.

Article 6.1 : Conditions de versement

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Article 6.2 : Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

Article 7 — Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Article 8 — Modalités de règlement des comptes

Article 8.1 : Acomptes, soldes et règlements partiels définitifs

Le paiement sera effectué sous la forme d'acomptes mensuels correspondant aux prestations réalisées et après constatation du service fait.

Les acomptes et le solde des prestations forfaitaires seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations selon les modalités du CCAG Travaux.

La demande de paiement finale sera établie selon les dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Le décompte général définitif et solde seront établis selon les dispositions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Article 8.2 : Modalités de présentation des demandes de paiements

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- le calcul (justifications à l'appui) des prix révisés y compris le coefficient de révision. Les factures avec des prix révisés doivent obligatoirement présenter les éléments suivants :
 - Montant total en € H.T. en prix de base ;
 - Coefficient de révision ;
 - Montant total en € H.T. en prix révisé ;
 - Montant de la révision (qu'elle soit positive ou négative).
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Présentation et envoi des factures dématérialisées

Les demandes de paiement devront respecter les dispositions des articles R.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique et comprendre les mêmes éléments que ceux listés à l'article « Contenu de la demande de paiement » ci-dessus.

Pour information, les informations nécessaires à l'utilisation de CHORUS PRO sont :

- **Le N° SIRET de l'acheteur public : 18009202500113**

Article 8.3 : Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8.4 : Paiement des cotraitants

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1.1 et 12.1.2 du CCAG-Tvx, en cas de groupement conjoint ou solidaire, le paiement est effectué :

- soit sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire ;
- soit directement à chaque membre du groupement pour les sommes se rapportant à l'exécution de leurs propres prestations, et tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement.

Le titulaire aura indiqué son choix à l'acte d'engagement.

Article 8.5 : Paiement des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée à le marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer ;
- Les prestations détaillées, leur montant et le(s) prix forfaitaire ou unitaire(s) concerné(s) par la sous-traitance.

Modalités de paiement direct des sous-traitants :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur public, au titulaire du marché, via tout moyen de communication permettant d'attester de la date de réception (remise contre récépissé, moyens électroniques, CHORUS, envoi en recommandée avec accusé de réception, ...) ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur public ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur public accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ;
- Le titulaire transmet à l'acheteur public la facture du sous-traitant via CHORUS pour paiement ;
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;
- Ce délai court, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-23 du code de la commande publique, à compter de la réception par l'acheteur public de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut

si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur public du récépissé mentionné au troisième paragraphe ;

- L'acheteur public informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 9 — Réception

Conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, il est stipulé que les plans de récolement à fournir par l'Entrepreneur après exécution des travaux devront tous être remis au maître d'œuvre lorsqu'il demande la réception des travaux. Les opérations préalables à la réception ne seront pas déclenchées par le maître d'œuvre sans plans de récolement préalablement validés par celui-ci.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles mentionnés du cahier des charges.

La procédure de réception se déroule dans les conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G.-Travaux et selon les dispositions du CCTP.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux, le titulaire peut être tenu de mettre à disposition du Maître d'ouvrage certaines parties d'ouvrage afin de faire réaliser certaines prestations par des tiers (intervention des concessionnaires par exemple).

Avant la mise à disposition de ces parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Article 10 — Garanties applicables aux prestations

Garantie de parfait achèvement :

Le titulaire du marché garantit contractuellement l'exécution dans les règles de l'art du présent marché y compris après la réception si celle-ci a fait l'objet de réserves qui n'ont pas été levées.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

À défaut d'exécution dans le délai susvisé, le Maître d'Ouvrage adressera une mise en demeure à intervenir à l'entreprise défaillante, sous un délai de 10 jours calendaires maximum.

Si la mise en demeure à intervenir reste sans effet, le Maître d'Ouvrage pourra alors faire exécuter les travaux aux frais de l'entreprise défaillante dans le cadre de l'assurance dommage ouvrage.

Par dérogation à l'article 44 du C.C.A.G.-Travaux, si, dans le délai de garantie de 12 mois, le titulaire n'a pas levé les réserves affectant certains ouvrages, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de prolonger la garantie et de reporter la date d'achèvement des dits ouvrages.

Le délai de garantie de ces dits ouvrages démarre alors à compter de la date de levée effective des réserves.

Garantie biennale ou dite de bon fonctionnement :

Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages.

Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.

Garantie décennale

La garantie décennale couvre la réparation de certains dommages pouvant affecter une construction pendant une durée de 10 ans à compter de la réception des travaux. Les dommages pris en charge sont ceux qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Le titulaire doit contracter une assurance au titre de la garantie décennale découlant des articles 1792-4-1 et 2270 du Code Civil dans les conditions mentionnées à l'article 13 du présent CCAP.

Article 11 — Pénalités

Le montant des pénalités est exprimé en valeur de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA.

En application de l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

En application de l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

En application de l'article 19.1.3 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Sauf mention contraire dans les pièces contractuelles et par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités prévues au marché sont applicables sur simple constatation du Maître d'Ouvrage, et sans qu'il y ait besoin de recourir à une mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard seront applicables de plein droit au titulaire sans qu'il soit nécessaire que le Maître d'Ouvrage ait au préalable invité le titulaire à présenter ses observations sur la pénalité appliquée.

Leur application fera l'objet d'une constatation de manquement (retard dans l'exécution, inexécution ou non-respect d'une obligation contractuelle,...) par l'acheteur public auprès du titulaire selon les modalités d'application et dans les délais spécifiquement indiqués ci-après.

La constatation du manquement sera signifiée au titulaire par courriel, extranet ou courrier.

L'application de ces pénalités ne saurait libérer le titulaire de la réparation, de la mise en conformité ou de toute autre obligation contractuelle lui incombant.

Toutes les pénalités sont cumulables et non compensables.

Article 11.1 : Pénalités de retard

Manquement constaté	Montant de la pénalité	Unité
Retard dans la préparation des travaux	100 €	par jour calendaire de retard
Retard de démarrage des travaux (non-respect de la date de démarrage des travaux)	100 €	par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des travaux	500 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un document d'exécution prévu au marché et/ou demandé par le Maître d'Ouvrage/Maître d'œuvre <u>NOTA</u> : Tout document ou toute information transmis mais manifestement incomplet ou insuffisant seront réputés non remis.	100 €	par jour calendaire de retard et par document.
Retard dans la reprise/mise à jour/ modification d'un document d'exécution demandée par le Maître d'Ouvrage/Maître d'œuvre <u>NOTA</u> : Tout document ou toute information transmis mais manifestement incomplet ou insuffisant seront réputés non remis.	100 €	par jour calendaire de retard et par document.

Manquement constaté	Montant de la pénalité	Unité
Retard dans la transmission des DOE	200 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des documents au CSPS	200 €	par jour calendaire de retard
Retard dans le dégagement, le repliement, la remise en état, et/ou le nettoyage du chantier (nettoyage de réception compris)	100 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la levée de réserves suite à la réception	200 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la mise en place de la signalisation / du panneau de chantier	100 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur	50 €	par jour calendaire de retard

Manquement constaté	Montant de la pénalité	Unité
Non-respect d'un autre délai d'exécution prévu au marché	100 €	par jour calendaire de retard pour un délai exprimé en jour(s). par heure de retard pour un délai exprimé en heure(s).

Article 11.2 : Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur public applique une pénalité correspondant à 10% du montant total TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 12 — Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est régie par le chapitre 6 du CCAG-Travaux.

Propriété des études et documents : Toutes les études et tous les documents établis en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de l'acheteur public.

Il en est de même pour tous les documents que les divers intervenants auront remis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet du présent marché sans l'accord écrit de l'acheteur public.

Le titulaire garantit la personne publique pour une libre utilisation des résultats.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire.

Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par le pouvoir adjudicateur, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par le pouvoir adjudicateur fera mention du prestataire.

Article 13 — Assurances – Responsabilité du titulaire dans la réalisation des travaux – Appel en résultats

Dans le cadre du présent marché, le titulaire doit contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, et sauf dispositions contraires, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il en sera de même à tout moment durant l'exécution de la prestation : le titulaire doit être en mesure de produire ces éléments, sur demande du Maître d'Ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Qui plus est, tout versement d'acompte sur situations de travaux pourra être différé si le titulaire ne peut fournir les justifications demandées en matière d'assurance et aucun règlement pour solde ne sera effectué auprès de quiconque sans la production de la police d'assurance, régularisée et de l'attestation, par l'assureur, du paiement de la prime.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

Les polices d'assurance doivent présenter des garanties en rapport avec l'importance des travaux dont le titulaire a la charge.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

L'ensemble des assurances souscrites par le titulaire du marché devra comporter une renonciation à recours à l'encontre du Maître d'Ouvrage et de son assureur.

Par convention entre les parties, il est décidé que la réception ne fera pas obstacle à la mise en cause du titulaire (ou des cotraitants) et de ses assureurs pour des dommages causés aux tiers, que ces dommages soient ou non apparents et/ou connus à la date de la réception. La responsabilité civile du(des) titulaire(s) reste ainsi expressément engagée malgré la réception.

La garantie du titulaire par le Maître d'Ouvrage pour sa responsabilité pécuniaire du fait des dommages causés aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ne saurait être recherchée par le titulaire après réception.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, l'Entrepreneur ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages non apparents ou inconnus, survenus et/ou constatés postérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation de ces travaux, alors même que la réception définitive aurait été prononcée et/ou le décompte général et définitif établi.

Article 14 — Exécution aux frais et risques du titulaire

En application des dispositions de l'article 52 du CCAG-Travaux et sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, l'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché pour faute de titulaire.

Pendant toute la durée de l'exécution des prestations par un tiers, le titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. Au cas où les dépenses seraient supérieures aux rémunérations qui auraient été dues pendant cette période si la prestation normale avait été faite par le titulaire, les excédents de dépense seront à la charge du titulaire.

L'exécution des prestations par un tiers cesse dès que le titulaire est en mesure de remplir ses obligations, sauf prononcé de la déchéance, ou en cas de résiliation du marché pour faute.

Article 15 — Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

Les clauses de réexamen prévues au présent C.C.A.P. n'impliquent pas pour le titulaire un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

Si aucun accord n'est intervenu, il est convenu que la position de la CCPC est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen sera alors formalisée par avenant au présent marché.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire au moment de sa réponse à la consultation.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Maître d'Ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. Cette désignation devra être actée par un écrit prenant la forme d'une habilitation générale du nouveau mandataire signé par l'ensemble des cotraitants.

A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement

de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité

Article 16 — Résiliation du marché

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Maître d'Ouvrage, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

La résiliation pour motif d'intérêt général pourra notamment être mise en œuvre à défaut d'accord trouvé entre les parties sur l'application d'une clause de réexamen. En effet, à défaut d'accord trouvé sur une clause de réexamen, l'acheteur pourra soit recourir à un prestataire différent sans que le

titulaire puisse faire valoir son droit d'exclusivité, soit résilier le contrat pour motif d'intérêt général en application du présent CCAP, si l'absence d'accord fonde un motif d'intérêt général

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

La résiliation du marché pourra également être prononcée pour faute du titulaire notamment en cas de non-respect par le titulaire (entreprise seule, mandataire ou membre du groupement) ou par son sous-traitant des règles et obligations d'« autorisation à exercer l'activité – habilitation(s) ou agrément(s) exigé(s) tout au long de l'exécution du contrat » mentionnées dans le présent cahier des charges.

Depuis le 01 janvier 2018, l'attestation d'intervention à Proximité des Réseaux (AIPR), pour le personnel intervenant à proximité des réseaux, est obligatoire. Le titulaire s'est engagé dans son offre à posséder cette habilitation. Toutefois si les renseignements communiqués sur ce point sont inexacts ou si les intervenants du titulaire et de son (ses) sous-traitant(s) ne sont plus habilités, la collectivité pourra résilier le marché pour faute du titulaire.

NOTA : Dans le cas où l'attestation AIPR ne serait plus valable en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur public une attestation à jour, à défaut de quoi il pourra être fait application des modalités de résiliation définies ci-avant.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le Maître de l'Ouvrage pourra résilier le marché aux frais et risques du titulaire. Les excédents dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses resteront acquises à la personne publique.

La collectivité pourra également résilier sans indemnité le marché en cas de désistement du sous-traitant ou de résiliation du contrat de sous-traitance, à chaque fois que les capacités techniques, financières ou professionnelles du sous-traitant auront été prises en compte pour apprécier la candidature de l'entreprise principale.

Le contrat pourra être résilié en application des dispositions relatives à la sauvegarde, au redressement ou à la liquidation judiciaire du titulaire, ou encore en cas de défaut d'assurance de la part du titulaire.

En cas de résiliation, le titulaire sera tenu d'honorer ses engagements contractuels et les commandes qu'il recevra jusqu'à la date de prise d'effet de la décision de résiliation, sous peine de subir les sanctions prévues au marché en cas d'inexécution des prestations.

Article 17 — Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Article 18 — Dérogations au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-Travaux)

Les dérogations au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux

L'article 3.1.4 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux

L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG – Travaux

L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.1 du CCAG – Travaux

L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.2 du CCAG - Travaux

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 44 du CCAG - Travaux

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux;